

L'heure est grave !

Pour **FOEA**, l'Enseignement Agricole doit être au cœur des politiques à mettre en œuvre pour permettre à l'agriculture de faire face aux défis, sociaux, climatiques et environnementaux auxquels elle est confrontée. Cela suppose notamment de former des jeunes dans nos établissements. Et pour cela, l'État doit mettre en œuvre des politiques volontaristes, comme cela a été fait à d'autres époques.

Nous le savons, c'est par la lutte et la détermination collectives que les grandes avancées sociales de notre pays ont été conquises ! Elles n'ont jamais été servies sur un plateau. Rappelons-nous 1946 : malgré une France en ruines, le Conseil National de la Résistance imagine la sécurité sociale, une politique des salaires, le rétablissement d'un syndicalisme indépendant.... Nos aînés ont alors bâti des services publics puissants et instauré des progrès sociaux majeurs. Ces conquêtes ont jeté les bases des Trente Glorieuses, une période de prospérité partagée et de justice sociale sans précédent.

À l'époque pourtant déjà, des politiques prônaient l'austérité et dénonçaient le coût insupportable, la gabegie de ces projets qui devaient conduire notre pays à la faillite. Il n'en a rien été. Aujourd'hui, tandis que l'extrême droite est de nouveau aux portes du pouvoir, un peu partout en Europe et dans le monde, les mêmes discours prônant l'austérité et la suppression de ces conquêtes sociales ressurgissent, alimentant l'attraction vers ces courants de pensée rétrogrades... Non seulement cela ne semble pas inquiéter les forces politiques en place, mais au contraire, elles donnent des gages aux plus riches, les épargnant de toute remise en cause, pourvu que leurs priviléges restent intacts.

Ce qui est encore plus pernicieux, c'est l'utilisation du terme « réforme » par les politiques. Derrière ce mot, se cache en réalité la destruction progressive de nos droits sociaux. Prenons l'exemple de la « réforme » des retraites, qui a été imposée en dépit de nos mobilisations massives. Ce changement, présenté comme une obligation, n'est rien d'autre qu'un recul social sans précédent. Sous prétexte de modernisation, chaque « réforme » vise à affaiblir nos acquis et à désengager l'État, sacrifiant ainsi l'avenir des travailleuses et des travailleurs pour préserver les intérêts des plus fortunés.

Nous sommes confrontés à des gouvernements de faussaires, soutenus par une minorité et par des médias aux ordres de quelques milliardaires. Ils tentent de nous faire croire que l'austérité est la seule solution pour éviter le naufrage, alors qu'ils ont eux-mêmes, depuis des décennies, dilapidé les ressources de l'État, sous le prétexte fallacieux de la « nécessaire croissance économique ». La théorie du ruissellement, qui a servi à justifier ces largesses, a prouvé ses effets délétères : au lieu de bénéficier à tous, les richesses se sont concentrées entre les mains d'une petite « élite ». Le patrimoine cumulé par les 500 plus gros propriétaires d'entreprises et leur famille – estimé à 1228 milliards d'euros en 2024 - a été multiplié par 9,3 entre 2003 et 2023. Un record, paraît-il !

Dans le même temps, les grandes entreprises continuent de détourner le profit au dépend de l'intérêt commun. Citons par exemple Total ou Stellantis qui rachètent leurs propres actions dans le but de redistribuer encore plus d'argent à leurs actionnaires. Ou encore Apple et Total Energies qui ont établi des filiales dans des paradis fiscaux européens les exonérant de payer leurs impôts en France.

Pendant que les plus riches s'enrichissent toujours plus, que nos politiques, repris en chœur par les médias au service des puissants ne parlent que de la dette, les services publics sont laissés à l'abandon, et les travailleuses et les travailleurs paient seuls la facture sous forme de coupes budgétaires, de précarisation de l'emploi, d'inflation, et de salaires qui n'évoluent pas.

Or ces services publics sont la véritable richesse de ceux qui n'ont rien. Derrière les classes supprimées, les lits d'hôpitaux « fermés » ou les opérations « reportées », ce sont des milliers d'emplois publics qui manquent.

Ces politiques, centrées sur la préservation des priviléges des plus aisés, permettront-elles à l'Enseignement Agricole public d'obtenir les ressources nécessaires pour faire face aux nombreux défis à venir ?

Ne laissons pas une minorité continuer à détruire nos conquêtes sociales et à affaiblir nos services publics, qui sont les piliers de notre société !

Ne nous laissons pas dicter notre manière de penser !

FO reste et restera un syndicat libre et indépendant !

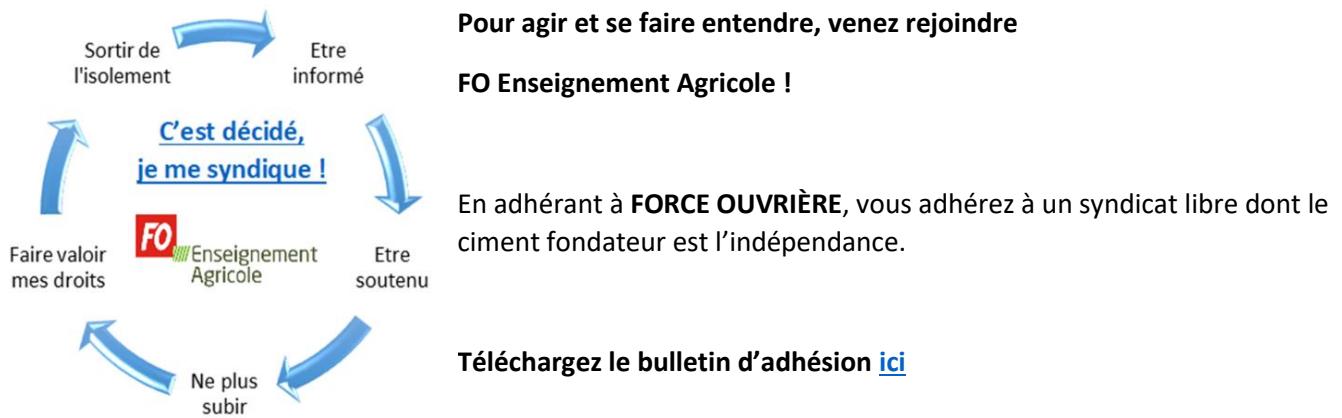
Par la solidarité et l'action collective, ensemble, nous pourrons défendre le service public d'enseignement agricole et ses personnels.

Reprenez votre destin en main !

Ensemble, bâtissons le rapport de force capable de contrer ces politiques destructrices !

Adhérez à FO Enseignement Agricole ! Encouragez à adhérer à FO Enseignement Agricole !

Contact FO EA : foenseignementagricole@agriculture.gouv.fr



FO Enseignement agricole

B413 - 78 rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP - 01 49 55 81 42

@ foenseignementagricole@agriculture.gouv.fr www.foenseignementagricole.fr

www.facebook.com/foenseignementagricole/ twitter.com/FOENSAGRI